

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS318/1  
G/L/702  
G/ADP/D56/1  
1<sup>er</sup> novembre 2004

(04-4597)

Original: anglais

## **INDE – MESURES ANTIDUMPING VISANT CERTAINS PRODUITS EN PROVENANCE DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU**

### Demande de consultations présentée par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

La communication ci-après, datée du 28 octobre 2004 et adressée par la délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu à la délégation de l'Inde et à la Présidente de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Mes autorités m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec l'Inde conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994") et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping") au sujet des mesures antidumping provisoires et définitives imposées par l'Inde sur certains produits, énumérés dans l'annexe.

Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu considère que, dans les affaires mentionnées dans l'annexe, les enquêtes ont été menées et les déterminations ont été établies en violation des obligations de l'Inde au titre du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping. Nous sommes préoccupés notamment, mais non exclusivement, par les aspects ci-après:

- les autorités indiennes semblent avoir rejeté de manière quasi systématique les renseignements communiqués par nos exportateurs, sans donner les raisons pour lesquelles elles n'ont pas accepté les éléments de preuve ou les renseignements fournis ni ménager aux exportateurs la possibilité de communiquer d'autres renseignements;
- les autorités indiennes semblent ne pas s'être assurées au cours de l'enquête de l'exactitude et de la fiabilité des renseignements fournis par les parties intéressées, en particulier par la branche de production nationale;
- les autorités indiennes ont ouvert une enquête antidumping et imposé des droits antidumping alors qu'aucune importation du produit considéré ne paraissait avoir été effectuée du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu vers l'Inde au cours de la période couverte par l'enquête;

- lorsque la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation était fondée sur les "meilleurs renseignements disponibles", les autorités indiennes semblent ne pas avoir établi clairement la source et la fiabilité de ces renseignements;
- les autorités indiennes n'ont pas correctement déterminé la valeur normale et le prix à l'exportation;
- la détermination de l'existence d'un dommage paraît ne pas être fondée sur des éléments de preuve positifs et ne pas comporter un examen objectif;
- Les autorités indiennes n'ont pas examiné tous les facteurs de dommage mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping;
- les autorités indiennes semblent avoir établi leur détermination concluant à une menace de dommage important en se fondant non sur des faits, mais seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités;
- les autorités indiennes n'ont pas démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient le dommage allégué, et n'ont pas examiné les autres facteurs connus et ne se sont pas assurées que le dommage allégué causé par ces autres facteurs n'était pas imputé au dumping;
- les autorités indiennes n'ont pas ménagé aux parties intéressées toutes possibilités de défendre leurs intérêts;
- les mesures provisoires ont été imposées pour une période supérieure à celle qui est autorisée par l'article 7.4;
- les autorités indiennes n'ont pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives;
- les demandes d'ouverture d'enquête paraissent ne pas être suffisamment justifiées concernant l'existence d'un dumping, d'un dommage et l'établissement de la valeur normale et du prix à l'exportation;
- l'avis d'ouverture d'une enquête n'indiquait pas tous les motifs étayant l'allégation de dumping et de dommage;
- l'avis concernant les constatations définitives ne contenait pas tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit ni sur les raisons qui ont conduit à l'imposition des mesures antidumping.

Pour les raisons ci-dessus, il apparaît que les mesures antidumping en cause sont incompatibles avec les obligations de l'Inde au titre du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping et, de ce fait, annulent et compromettent les avantages résultant pour nous desdits accords.

Plus spécifiquement, nous estimons que les mesures antidumping en cause violent, entre autres, les dispositions ci-après du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping:

- Article VI:1 et VI:2 du GATT 1994;

- Articles 1<sup>er</sup>, 2, 3.1, 3.2, 3.4, 3.3, 3.5, 3.7, 3.8, 4, 5, 6 (y compris l'Annexe II), 7.4, 12.1 et 12.2 de l'Accord antidumping.

Nous nous réservons le droit de soulever, au cours des consultations, des allégations et points de droit additionnels concernant les mesures énumérées dans l'annexe.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et espérons qu'une date et un lieu mutuellement acceptables pourront être fixés pour engager les consultations à cet égard.

**Annexe: Mesures antidumping imposées par l'Inde sur certains  
produits originaires du Taipei chinois**

	<b>Produit</b>	<b>N° de l'affaire</b>	<b>Date d'imposition des mesures définitives</b>
<b>1</b>	Fibres acryliques	N° 27/1/99-DGAD	18/07/2000
<b>2</b>	Analgin	N° 66/1/2000-DGAD	08/10/2001
<b>3</b>	Permanganate de potassium	N° 46/1/2000-DGAD	01/11/2001
<b>4</b>	Paracétamol	N° 60/1/2000-DGAD	27/03/2002
<b>5</b>	Nitrite de sodium	N° 54/1/2001-DGAD	29/11/2002
<b>6</b>	Soude caustique	N° 14/39/2002-DGAD	14/11/2003
<b>7</b>	Ruban pour bois vert de placage	N° 14/50/2002-DGAD	09/02/2004

\_\_\_\_\_